

Une puissance en transition ?

L'Amérique de Trump et les enjeux stratégiques américains pour 2020

17-18 octobre 2018

École Militaire, Paris

L'élection présidentielle américaine de novembre 2016 a révélé comme jamais les profondes divisions à l'œuvre au sein de la société américaine. La campagne électorale a exacerbé les « *culture wars* » entamées durant la décennie 1990 et l'extrême polarisation entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, l'Amérique des villes et l'Amérique rurale, l'Amérique ouvrière et l'Amérique mondialiste, entre progressistes et conservateurs, entre avocats du multiculturalisme et suprémacistes, entre tenants du libre-échange et défenseurs du protectionnisme économique – autant de lignes de failles qui divisent les Etats-Unis mais aussi, dans une certaine mesure, l'administration Trump même depuis son accession au pouvoir. À la veille des élections de mi-mandat (*midterms*), ce colloque international entend dresser un premier bilan de l'action de la présidence Trump en politique étrangère et de ses conséquences sur la puissance américaine. Deux ans après son installation à la Maison-Blanche, qu'en est-il de son agenda disruptif tant en politique intérieure que dans les rapports des Etats-Unis avec le reste du monde ? Celui-ci contribue-t-il à accélérer la transition de puissance américaine ?

La maison divisée et le poids des déterminants intérieurs

Ce colloque examinera les différents acteurs de la scène politique intérieure, qu'il s'agisse des pouvoirs institués (Congrès, système judiciaire, ministères, agences fédérales) ou des acteurs non institutionnels (*think tanks*, lobbies, ONG, opinion publique, presse...). Qui, du Congrès, du Pentagone ou de Donald Trump, décidera de la politique étrangère pendant le reste de son mandat ? Comment les commissions des affaires étrangères et militaires se positionnent-elles au Sénat et à la Chambre ? Après avoir affirmé leur contre-pouvoir en s'opposant aux ordonnances présidentielles concernant les interdictions de séjour (*travel bans*), qu'en est-il du pouvoir des juges fédéraux ? De même, quel a été le degré d'inertie de l'appareil bureaucratique et en quelle mesure a-t-il opposé un contre-pouvoir – passif ou actif – durant les deux premières années du mandat Trump ? Où en sont les deux grands partis politiques, malmenés, voire débordés dans le cas du GOP, lors des primaires de 2016 ? Quelles lignes adoptent-ils en vue des *mid-terms* et de l'élection présidentielle de 2020 ? Quelle voie les *think tanks* (Heritage, AEI, Hudson...) et la presse conservateurs (*Commentary*, *Weekly Standard*...), hostiles à sa candidature en 2016, font-ils entendre ? Enfin, au sein même de l'exécutif (DoD, State, NSC) quels « *adults in the room* » ont l'oreille du président et pèsent sur les décisions ? Quelle influence le vice-président Mike Pence exerce-t-il ?

Retrait stratégique, réalignement et retour du hard power : « Trump the Retrencher » ?

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Trump a sensiblement infléchi sa position sur des sujets importants. Ainsi s'attache-t-il désormais à honorer l'article 5 de l'OTAN remis en cause durant sa campagne. De même a-t-il affirmé son attachement à la défense du Japon et de la Corée du Sud face aux menaces de Pyongyang pour un temps, avant de promettre des négociations avec le leader nord-coréen. Au Moyen-Orient comme en Afghanistan Trump a maintenu, voire augmenté, la présence et l'implication américaines.

Pour l'essentiel, néanmoins, la rupture annoncée est bien à l'œuvre. Or cette rupture qui trahit une politique de retrait qui rétrécit le champ d'action de la puissance américaine. Les accords de libre-échange dits de « nouvelle génération » (traités de partenariats transatlantique et transpacifique – TTIP and TPP) et l'ALENA plaçaient les Etats-Unis en pivot du commerce international et en définisseur de normes (notamment en Asie), contribuant ainsi à contrer leur déclin économique relatif sur la scène mondiale et à isoler la Chine. Outre la rupture avec la défense du libre-échange, que Washington a dans une large mesure défendu depuis son avènement en tant que superpuissance, la Chine a désormais les mains plus libres en Asie en conséquence de ces retraits unilatéraux. Car c'est bien l'unilatéralisme souverainiste de « l'Amérique d'abord » (*America First*) qui caractérise principalement la politique étrangère de Trump : retrait de l'UNESCO, de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord du nucléaire iranien, décision de transférer l'ambassade américain en Israël à Jérusalem... A ces retraits s'ajoute une attitude molle, voire complaisante, face aux adversaires principaux des Etats-Unis, Poutine et Xi.

IRSEM - Colloque international

Les outils de la diplomatie états-unienne ont quant à eux été sévèrement amoindris, voire décimés. Outre les dissensions passées entre Rex Tillerson et le président Trump (qui ont contribué à la cacophonie diplomatique), on assiste à un retour attendu du déséquilibre entre les outils diplomatiques et militaires. En particulier, la volonté de mettre fin aux programmes d'aide et de développement correspond à la fin de la stratégie d'une « visibilité mesurée » et « bienveillante » à l'étranger (*benign hegemon*) qui avait pu participer des velléités dites « d'empreinte légère » et de smart power de l'administration précédente.

Sur le terrain des « guerres de l'ombre » et de la gestion du contre-terrorisme, l'exécutif marque une rupture préoccupante avec les deux administrations précédentes. En voulant agir plus vite et se démarquer du cadre légal et collégial privilégié par son prédécesseur, le président Trump aurait autorisé un certain nombre d'opérations spéciales de manière hâtive (comme au Yémen en janvier 2017) en simplifiant la chaîne de commandement. Le nombre de bombardements effectués par des drones aurait explosé notamment au Yémen et en Somalie, entraînant des pertes civiles accrues. En limitant la transparence sur les interventions militaires (menées notamment par les forces spéciales et la CIA), en s'affranchissant des cadres légaux, d'une supervision par le politique de l'action militaire, et en privilégiant des alliances bilatérales, au nom de la lutte anti-terroriste, conduisant à des actions extérieures qui ne participent pas d'une vision stratégique définie, l'administration Trump opérerait un virage à 180 degrés lourd de conséquence pour l'intérêt national américain à long terme.

Compte tenu de l'ensemble de ces évolutions de l'environnement stratégique, l'accent sera placé sur : 1°) L'avenir de la relation transatlantique et des relations avec l'OTAN ? Quelle place, notamment, pour la Pologne à l'heure de la réassurance affichée des républicains ? Ou encore, pour la Turquie, suite au rapprochement avec Moscou et aux relations avec les combattants Kurdes à l'horizon post-Daech ? 2°) Quelle stratégie en Asie après le pivot ? et quel avenir pour l'interdépendance du couple Chine-EU ? 3°) Quelles évolutions pour le light-footprint et l'*American Way of War* en Afrique ? 4°) Plus largement, quelles stratégies face à la Russie ré-émergente en Europe ? Quid de l'axe Washington-Riyad face à celui de Moscou-Teheran ? Enfin, comment appréhender la puissance américaine sur les nouveaux terrains de conflictualités notamment dans le cadre des conflits cyber et des guerres de l'information symptomatiques des jeux de puissance du XXI^e siècle. A l'heure où les alliés traditionnels de l'Amérique se préparent à ce que « le trumpisme survive à Trump », les différents scénarios proposés par les analystes, politistes ou historiens, experts de *think tanks* américains, européens ou transatlantiques tenteront d'apporter des perspectives éclairantes sur l'avenir de la puissance américaine à l'horizon 2020.